

2. Encourager vos parties prenantes à s'impliquer

Récapitulatif

Le plaidoyer et la communication font partie intégrante du processus destiné à nouer des partenariats équilibrés, avec des responsabilités claires et réciproques, entre les gouvernements et les sociétés nationales. Comme dans beaucoup de projets ou programmes du MCRCR, le plaidoyer constitue un outil essentiel pour faire passer un message aux décideur·se·s, aux bailleur·se·s de fonds et aux responsables politiques. Les sociétés nationales qui sont sur le terrain ouvrent la voie du FBP, elles sont donc bien placées pour diriger les efforts de plaidoyer et pour concevoir des programmes de FBP adaptés aux contextes GRC nationaux et infranationaux en étroite collaboration avec les agences gouvernementales et d'autres parties prenantes.

Les gouvernements jouent un rôle prépondérant dans la création d'un environnement propice au FBP, car ils élaborent les politiques et mettent à disposition l'expertise technique, les données et les ressources nécessaires à la préparation et à l'implémentation d'actions précoces, à l'amélioration des services météorologiques, au partage de données sur les risques et à l'instauration de conditions qui favorisent la coopération entre plusieurs secteurs.

En leur qualité d'auxiliaires des gouvernements, les sociétés nationales dépendent de ces derniers pour créer un environnement favorable à la gestion des risques de catastrophe qui leur permet de mener leurs activités, tandis que les gouvernements s'appuient sur les sociétés nationales pour fournir une assistance fiable et combler les lacunes entre les besoins liés à la préparation et à la réaction.

Dans de nombreux pays, l'activation de PAP et l'implémentation d'actions précoces en cas de prévision d'un événement extrême dépendent du gouvernement, qui doit autoriser et valider ces actions. Il est dès lors crucial que les pouvoirs publics soient impliqués à tous les échelons, du local au national, dans l'implémentation du programme de FBP et la conception des PAP de la Société nationale.

Outre l'implication du gouvernement dans la préparation et l'implémentation des PAP de la CR et du CR, le plaidoyer auprès de celui-ci revêt lui aussi une grande importance pour les efforts en vue d'intensifier le FBP et de l'installer dans la durée. L'intégration du FBP ou d'approches similaires dans les systèmes nationaux de GRC est le meilleur moyen de garantir la pérennité du FBP au niveau national mais aussi la couverture requise pour atteindre une grande partie de la population à risque. Dans la majorité des projets, le plaidoyer en faveur du FBP auprès des gouvernements poursuit cet objectif à long terme et des avancées intéressantes ont été enregistrées dans certains pays, notamment les Philippines. Les gouvernements ont pour mission et devoir de protéger leurs citoyens contre les impacts des catastrophes par divers moyens : adaptation au changement climatique, réduction des risques de catastrophe, préparation, intervention d'urgence et relèvement. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de

catastrophe, les Objectifs de développement durable et l'Accord de Paris constituent autant de cadres politiques et offrent une possibilité de plaider en faveur de l'intégration du FBP dans les structures de GRC des gouvernements, surtout que nombre d'entre eux revoient actuellement leurs législations pour les mettre en conformité avec ces cadres.

Ces dernières années, les partenaires et bailleur-se-s de fonds dans les domaines de l'humanitaire et du développement ont intensifié leur soutien au financement basé sur les prévisions et leur engagement en sa faveur, ce qui peut constituer un autre facteur susceptible d'inciter les gouvernements à s'impliquer. La création du hub Anticipation, du Risk Informed Early Action Partnership (REAP) et de la Early Action Task Force mais aussi des initiatives comme les Climate Risk Early Warning Systems (CREWS) de l'OMM peuvent aider ces gouvernements en facilitant les investissements, en favorisant l'échange de connaissances et d'expériences et en fournissant des conseils techniques.

Un gouvernement peut aussi exercer un important rôle de coordination, a fortiori dans les pays où plusieurs parties prenantes (ONG, Nations unies, CR, etc.) implémentent le FBP ou des approches d'anticipation similaires. Inversement, il faut absolument que ces efforts destinés à impliquer un gouvernement dans le FBP ou toute autre démarche d'anticipation soient coordonnés entre les entités qui mettent en place le FBP et qu'elles harmonisent leurs messages clés.

Le présent chapitre propose des conseils sur la marche à suivre pour impliquer des institutions gouvernementales pertinentes dans le développement d'un système de FBP. Il faut noter que les étapes indiquées ci-dessous ne doivent pas nécessairement être mises en œuvre selon un ordre linéaire et que certaines peuvent être déployées simultanément, en fonction du contexte. Dans les relations avec les pouvoirs publics, il n'y a pas d'approche « taille unique ». La liste ci-dessous cite des démarches courantes que des sociétés nationales aux reins solides ont entreprises pour impliquer, mobiliser et engager un gouvernement dans l'appui aux programmes de FBP. Chaque société nationale connaît son contexte mieux que personne et doit donc adapter ces démarches en conséquence.

Étape 1 : préparer la stratégie de plaidoyer

Avant d'approcher des gouvernements, les sociétés nationales doivent passer en revue les enjeux à plaider mais aussi les liens entre le FBP et le système national de GRC. Les outils destinés au renforcement des capacités comme le PIE peuvent être utiles : ils permettent de cartographier le paysage politique existant dans les domaines de l'APAP et des interventions, ainsi que les mécanismes de coordination entre la SN et les pouvoirs publics. Il faut absolument tirer parti des efforts de plaidoyer antérieurs en faveur des systèmes d'alerte précoce à base communautaire, des protocoles d'alerte communs et des systèmes d'alerte au niveau national, etc., afin de concevoir une stratégie bien structurée pour le plaidoyer en faveur du FBP.

Étape 2 : impliquer le gouvernement dans l'étude de faisabilité et publier les résultats

Il est indispensable d'impliquer le gouvernement dans l'étude de faisabilité afin d'identifier les politiques actuelles et futures, les priorités des autorités, le statut des systèmes d'alerte précoce ainsi que les initiatives en cours. C'est aussi le moyen d'obtenir des informations sur la capacité des agences gouvernementales concernées de contribuer au développement du FBP au sein du pays.

Associer l'étude de faisabilité à une introduction au FBP permet également de mobiliser les autorités pertinentes (gestion des risques de catastrophe, services hydrométéorologiques nationaux [SHN], etc.) et d'expliquer l'utilité du FBP pour combler les lacunes entre la préparation et la réaction.

Une fois terminée, l'étude de faisabilité doit être présentée au gouvernement en indiquant les liens avec les politiques, programmes et plans complémentaires, les faiblesses et opportunités, avec si possible une feuille de route pour les étapes suivantes du FBP.

Étude de faisabilité en Ouganda

Utiliser des éléments probants pour renforcer le SAP national au moyen du FBF

Les résultats de l'étude de faisabilité menée en Ouganda ont été présentés aux autorités gouvernementales au niveau national afin de valider les phases d'implémentation suivantes et de se mettre d'accord à ce sujet. Cette étape était importante, car les dialogues ultérieurs avec le bureau du Premier ministre faisaient constamment référence à ses résultats. L'étude pointait en particulier l'absence d'un système d'alerte précoce et d'un modèle de prévision des crues dans le pays. Cette lacune a servi de point d'entrée pour convaincre le gouvernement de mettre sur pied un système de FbF et de l'intégrer au centre national d'urgence et de coordination.

video: <https://www.youtube.com/watch?v=jGM0CiFza7A>



Comment impliquer un gouvernement de manière optimale ?

« Tout dépend du contexte de la société nationale, qui le connaît mieux que personne. En Ouganda, nous avons organisé plusieurs déjeuners-conférences, avec un ordre du jour spécifique pour chaque session. »

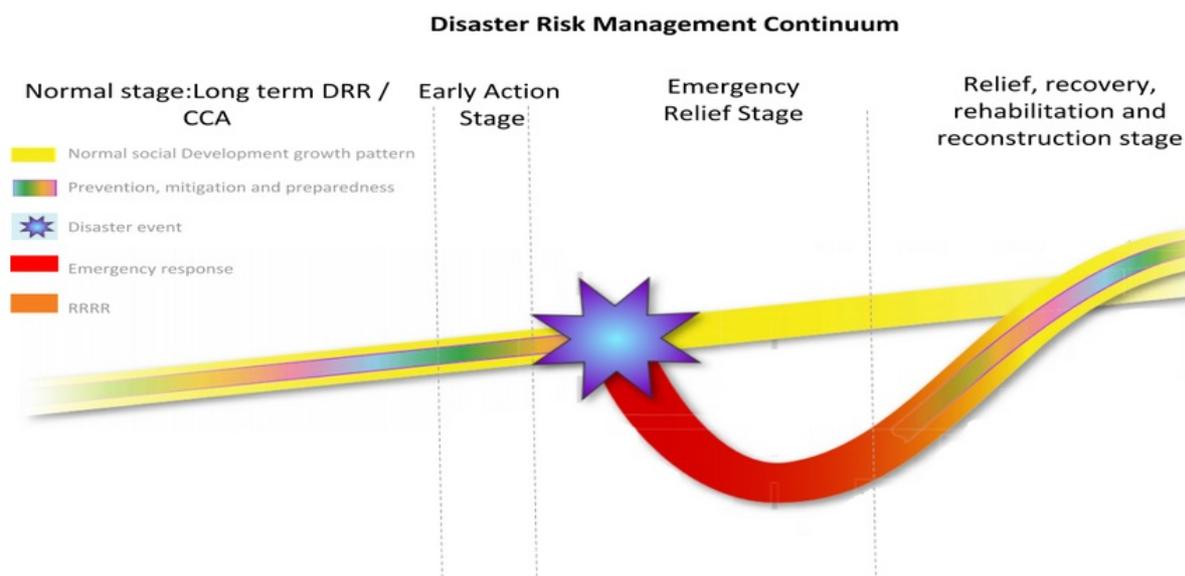
Étape 3 : démontrer l'efficacité du FBP

Si l'on veut susciter l'intérêt du gouvernement et garantir un engagement à long terme, il faut que les acteur·rice·s clés soient convaincu·e·s par l'approche. Il y a plusieurs moyens de démontrer l'efficacité du FBP, ils sont présentés ci-dessous et leur choix se fera en fonction du contexte. Il faut trouver le juste équilibre entre l'« excitation » provoquée par une approche inédite et innovante et la nécessité de ne pas créer des attentes qui ne pourront être comblées.

Promotion du FBP en tant que complément à des efforts en cours dans le domaine de l'APAP et de la RRC

L'une des options pour démontrer l'efficacité du FBP consiste à expliquer qu'il peut compléter et même renforcer le cadre existant pour la gestion des risques de catastrophe. Il vaut mieux intégrer le FBP aux démarches déjà mises en place plutôt que lancer des initiatives parallèles.

Compte tenu de l'enthousiasme soulevé par le FBP, cette « nouvelle solution innovante », certains gouvernements risquent de s'inquiéter à l'idée qu'il sape le travail en cours dans le domaine de la RRC et de l'APAP. Les messages doivent l'affirmer clairement : le FBP ne remplace pas la RRC, la réduction des risques de catastrophe à long terme est essentielle pour réduire les risques, se protéger et s'adapter. Malheureusement, il reste de nombreuses communautés dans lesquelles la RRC n'a pas encore été implémentée, ou seulement partiellement, et tous les risques ne peuvent pas être réduits par des mesures de prévention et d'atténuation à long terme, si bien que le FBP s'impose pour gérer les risques résiduels. Il faut donc gérer les attentes concernant le rôle que le FBP peut jouer. Pour le reste, il convient de rappeler que le FBP fait partie du cadre de gestion des risques de catastrophe en spécifiant clairement ses tenants et aboutissants.



Adapté de TorqAid « The Disaster Risk Management Cycle » (2014).



Exemple pratique : la Zambie

En Zambie, la Croix-Rouge collaborait étroitement avec l'Unité d'atténuation et de gestion des catastrophes (DMMU, Disaster Mitigation and Management Unit) pour déterminer où et comment le FBP pouvait compléter les activités en cours. Une évaluation des plans au niveau national a mis en évidence des données qui justifiaient l'implémentation du FBP, mais a aussi conduit à un document d'orientation pour des actions. Un examen du plan de contingence a permis à la Croix-Rouge et aux autorités de repérer des lacunes qui ont pu être comblées par le FBP. Sur cette base, le FBP a finalement pris la forme d'une initiative destinée à compléter et à renforcer le plan de contingence national et les politiques de GRC au sens large. Au terme de cette coopération, le DMMU joue désormais un rôle de leader dans le développement du FBP en Zambie. Il offre aussi un bon exemple d'une agence gouvernementale qui se fait la championne de l'intégration et de l'engagement.

Démonstration de l'efficacité du FBP

Il y a de nombreux moyens de prouver l'efficacité et la valeur ajoutée du FBP. Différents angles sont possibles, l'argument clé étant que le FBP peut aider le gouvernement à protéger sa population vulnérable contre les pertes et les souffrances. De manière générale, le partage d'expériences régionales

tirées du FBP dans des pays pilotes aux quatre coins de la planète a contribué à susciter l'intérêt des parties prenantes pour le FBP.

Liste de termes pour démontrer la valeur ajoutée du FBP

Contribution aux plans de contingence du gouvernement et d'autres institutions :

- La cohérence avec les APAP et les plans de contingence et de préparation que le gouvernement a déjà mis en place peut non seulement apporter une valeur ajoutée mais aussi combler les lacunes du système de préparation aux catastrophes.

Potentiel de prévention/d'atténuation des impacts et renforcement de la préparation des interventions :

- Mettez en avant les éléments probants qui prouvent que le FBP pourrait réduire ou a réduit les pertes, la morbidité ou la mortalité sur la base de preuves et d'enseignements rassemblés dans d'autres pays, ainsi que le potentiel concernant les aléas sélectionnés dans votre pays en fonction des résultats de l'étude de faisabilité. N'hésitez pas à consulter [ici](#) l'étude menée au Bangladesh après l'activation de 2017.

Échelle :

- Citer le nombre de personnes supplémentaires qui pourraient bénéficier de l'aide du FBP en plus des programmes gouvernementaux en cours. Plus la population protégée augmente, plus le système est efficace. Le FBP cible les personnes les plus vulnérables qui vivent dans les zones à haut risque, pensez à indiquer le nombre de personnes qui pourraient bénéficier de cette protection, ce qui réduit d'autant l'obligation du gouvernement de fournir une assistance après une catastrophe.

Intervention plus efficace :

- Montrez que les actions précoces entreprises dans le cadre de projets pilotes de FBP dans d'autres pays de votre région ou dans des régions soumises à des aléas de même nature ont contribué à une intervention plus rapide et plus efficace.

Optimisation des ressources :

- Présentez les potentiels avantages économiques d'une action précoce pour la communauté et le gouvernement en vous basant sur des publications pertinentes dans ce domaine.

Possibilité de nouveaux partenariats :

- Citez les acteur·rice·s locaux·ales/régionaux·ales qui travaillent sur le FBP dans la région et qui seraient susceptibles de collaborer.

Option de financement appropriée :

- Présentez le Mécanisme du DREF pour l'ABP, ainsi que les niveaux auxquels l'assistance humanitaire traditionnelle et les fonds gouvernementaux disponibles pourraient jouer un rôle.

Promesse d'un lien avec la protection sociale :

- Évoquez la possibilité de lier le FBP à des programmes existants, par exemple la protection sociale, afin de renforcer l'efficacité de sa mise en œuvre et de son impact.

Donnez des exemples concrets de l'aide apportée par le FBP

Associez des éléments probants et des expériences : formule « Voir + Agir »

La liste ci-dessus peut être optimisée en associant des éléments probants d'ordre général tirés de projets de FBP et des expériences concrètes vécues par des communautés. Après tout, le FBP a pour but de prévenir et de réduire la souffrance des personnes pour lesquelles nous travaillons. Qui peut mieux parler de l'efficacité du FBP que ses bénéficiaires ?

Le Practical Guide to Advocacy for Disaster Risk Reduction (2009) de la FICR recommande la formule « See + Action » (Voir + Agir).



© GRC



Exemple pratique : Bangladesh

Message :

(Rédigez un message simple.)

Le Bangladesh est l'un des pays les plus exposés aux catastrophes.

Impact :

(Citez un exemple d'impact humanitaire.)

D'après son indice de vulnérabilité au changement climatique, le Bangladesh est le pays le plus menacé du monde. Cette situation résulte également de ses caractéristiques géophysiques. Un peu moins de 70 % de sa surface est vulnérable aux inondations et les cyclones s'abattent sur ses côtes presque chaque année. Une évacuation peut durer jusqu'à 4 semaines, et les agriculteurs ou les travailleurs journaliers ne gagnent rien ou presque pendant tout ce temps. Ils doivent donc vendre leurs biens ou contracter des emprunts à des taux d'intérêt élevés pour financer leur évacuation, mais aussi leur nourriture et les dépenses de santé pendant et après l'évacuation.

Exemple :

(Citez un exemple ou une histoire personnelle tirée de votre propre expérience ou de celle d'un-e bénéficiaire de l'aide.)

Alefa Katun (40 ans) est journalière dans les champs de Bogra. Lors des inondations, elle n'a plus aucun revenu, car ces champs sont sous eau. Elle ne peut donc pas y travailler et son bétail ne peut plus paître.

Action :

(Mettez votre message en œuvre.)

En 2017, la communauté de Bogra qui participait au pilote du FBP a reçu un SMS qui avertissait les personnes dans le besoin d'une prochaine distribution d'espèces. Elles devaient se présenter dans les divers points de distribution pour bénéficier de cette assistance.

Alefa : « Grâce aux prévisions qui sont arrivées à temps et à l'activation rapide du PAP, nous avons reçu de l'argent liquide 3 à 7 jours avant le pic de l'inondation. Je suis vraiment reconnaissante. L'argent m'a permis d'acheter du fourrage pour mes vaches et de les évacuer. Sans cette aide, j'aurais dû les vendre, mais ce sont de bonnes bêtes, elles donnent du bon lait et elles sont en très bonne santé. »

Éléments probants :

(Présentez les conclusions de l'évaluation de l'impact après l'activation.)

Des études menées par la CRA, la SCRIB et le RCCC après l'activation montrent qu'un nombre réduit de familles ont été forcées de contracter des emprunts à taux élevé ou ont souffert de stress, tandis que les ménages qui ont reçu l'assistance du FBP ont bénéficié d'un meilleur accès à la nutrition.

Étape 4 : demander au gouvernement de désigner des points focaux pour le FBP

Une fois que vous avez fait accepter le FBP, demandez un point focal dans les agences les plus pertinentes. La désignation de telles personnes au sein des agences gouvernementales permet d'obtenir des conseils, de responsabiliser les intervenant-e-s et de susciter chez eux un sentiment d'appropriation concernant le développement du système de FBP et du PAP.

Une collaboration avec des agences gouvernementales pour la préparation d'un PAP peut se décliner sous différentes formes. Vous pouvez travailler avec des fonctionnaires qui sont vos points focaux dans les agences les plus concernées ou mettre sur pied des structures plus formelles comme des Groupes de travail technique (GTT) thématiques (déclencheurs, actions précoces, financement, etc.) ou recourir à des structures de coordination existantes (groupes de travail SAP déjà en place, etc.). Dans l'idéal, les

points focaux pour le FBP au niveau du gouvernement doivent être des représentant·e·s des agences gouvernementales concernées (agences chargées de la RRC et des SHN) afin d'aligner les activités en vue d'une action coopérative. Dans la majorité des cas, une forte implication d'une contrepartie SHN est indispensable pour garantir la durabilité à long terme du déclencheur du FBP.

Étape 5 : analyser les parties prenantes

Une analyse des parties prenantes avec les pouvoirs publics permet d'identifier les intervenant·e·s et leurs missions ainsi que leur zone d'action afin de dresser une liste de partenaires et parties prenantes potentiel·le·s pour le FBP/les APAP qui doivent être impliqué·e·s en vue de profiter de synergies collaboratives mais aussi d'éviter des doublons.

Elle permet en outre d'identifier des personnes susceptibles de promouvoir l'ordre du jour du FBP au sein du gouvernement, des agences humanitaires, des ONG, des agences des Nations unies et du secteur privé. Toutes ensemble, les organisations soucieuses de faire avancer l'APAP/le FBP constituent une base solide pour plaider ces causes devant le gouvernement, en exploitant la sphère d'influence de chacune. Cette étape est cruciale compte tenu de la diversité des investissements qui peuvent tous contribuer à la durabilité du FBP ; dans certains cas, ces investissements ne sont pas nécessairement connus des agences gouvernementales ou des autres acteur·rice·s. Il est donc essentiel de parvenir à savoir qui fait quoi, où et comment pour qu'ils soient efficaces.



Exemple pratique : la Zambie

(Tirer parti de la GRC par le biais d'une analyse des parties prenantes)

En Zambie, une analyse des parties prenantes a permis d'identifier la Banque mondiale au nombre des influenceur·se·s. Par ailleurs, un dialogue destiné à impliquer le gouvernement dans le financement d'actions précoces ne progressait pas comme prévu. La Croix-Rouge de Zambie s'est alors tournée vers la Banque mondiale qui aidait l'Unité d'atténuation et de gestion des catastrophes (DMMU, Disaster Mitigation and Management Unit), l'agence gouvernementale chargée de la GRC, à rédiger des directives opérationnelles destinées au Fonds national pour les catastrophes. La Banque mondiale a mis la Croix-Rouge en contact avec les personnes pertinentes au sein de la DMMU dans le but de faire progresser le dialogue.

Étape 6 : mettre en place des systèmes d'assistance ou adhérer à des systèmes existants

La conception de PAP et la mise sur pied de systèmes pour leur implémentation exige une équipe de personnes motivées aux compétences variées. Lorsque ce travail s'effectue dans le cadre d'un GTT, il faut essayer de convaincre les ministères, les organisations humanitaires et le monde universitaire dont le champ d'action correspond au FBP de participer au GTT en fonction de leurs mandats et de leur expertise. Ce GTT doit être une structure habilitée par le gouvernement à analyser, guider et valider le processus de FBP. L'engagement de différentes parties prenantes et le travail coopératif donnent du crédit au développement de l'ensemble des systèmes de FBP. Cette démarche peut encourager les nombreuses agences à soutenir l'implémentation du PAP à un stade ultérieur, contribuer à son élargissement si d'autres agences reproduisent les actions et à plus long terme, inciter les personnes qui participent aux discussions à proposer des PAP pour le gouvernement ou à intégrer le FBP dans des systèmes existants de différentes manières. Il est important que les pouvoirs publics désignent des personnes au sein de leurs équipes pour participer à ce processus et promouvoir le FBP, mais aussi donner des conseils sur les opportunités d'engagement de différentes agences gouvernementales et les protocoles correspondant.



Exemple pratique : les Philippines



© GRC

(Créer des Groupes de travail technique au niveau infranational pour la préparation à la mise en

œuvre de programmes de FBP)

La mise en place de GTT infranationaux (appelés aux Philippines « FbF Core Groups », ou groupes centraux pour le FBP) a joué un rôle prépondérant dans le FBP. Ces groupes sont organisés au niveau provincial par les branches respectives de la Croix-Rouge philippine et réunissent l'ensemble des agences provinciales concernées par le FBP. Cette organisation incite les partenaires locaux à adhérer au projet, mais surtout, elle facilite la coordination en cas d'activation.

Les GTT ont été fortement impliqués dans le codéveloppement du PAP ainsi que dans la sélection et la planification des actions précoces. Ils connaissent donc bien l'intervention de la CRP une fois qu'un déclencheur est atteint et peuvent mettre à sa disposition des ressources complémentaires (camions, infrastructures provinciales) en cas de besoin.

Dans le Davao oriental, un exercice grandeur nature d'évacuation du bétail a été programmé en coordination avec le groupe central au complet : la branche locale de la Croix-Rouge a dépêché des volontaires pour encadrer l'évacuation et recruté des travailleurs pour monter des clôtures temporaires. Des camions ont été mis à disposition par le Bureau provincial pour la gestion et la réduction des risques de catastrophe (PDRRMO, Provincial Disaster Risk Reduction Management Office), le bureau des incendies a fourni l'eau pour les animaux, le département vétérinaire provincial procurant quant à lui des aliments et des équipements médicaux gratuits. Les plans pour l'évacuation du bétail ont également été mis en pratique à l'occasion du test d'activation du PAP en prévision de l'arrivée du typhon Tisoy en décembre 2019. Le PDRRMO de Camarines Norte a permis à la CRP d'utiliser son centre de formation pour rassembler le bétail et a également mis à sa disposition des camions pour le transport des animaux.

Le GTT au niveau national ainsi que les groupes centraux au niveau infranational ont été créés spécialement pour coordonner des interventions dans le cadre du FBP, ces entités n'existaient pas avant. Par contre, la plupart de leurs membres sont également membres du Conseil provincial de GRRC, qui se réunit en cas d'urgence ou sur une base ponctuelle.

« Le recours aux GTT infranationaux donne de bons résultats aux Philippines (notamment en raison de la géographie et des délais auxquels nous sommes confrontés)... »

Damien Riquet, Croix-Rouge philippine

Présentation du « Core FbF Group » aux Philippines, qui est composé d'agences gouvernementales et non gouvernementales qui participent au GTT FBP au niveau infranational

Niveau régional :

- Bureau de défense civile (OCD)

- Ministère de l'Intérieur et des Gouvernements locaux (DILG)
- Ministère de l'Agriculture

Niveau provincial :

- Conseil provincial pour la gestion et la réduction des risques de catastrophe
- Bureau provincial de la planification et du développement
- Bureau provincial du budget / de la comptabilité
- Bureau provincial des ingénieurs
- Bureau provincial de la sécurité sociale et du développement
- Bureau des agronomes provinciaux (OPAG)
- Bureau vétérinaire provincial
- Bureau provincial de la pêche
- Agence chargée du développement de l'industrie des fibres (PhilFIDA)
- Commission d'audit
- Ministère des Travaux publics et des Autoroutes (DPWH)
- Ministère de l'Éducation (DepEd)
- Administration des services atmosphériques, géophysiques et astronomiques (PAGASA)

Niveau municipal :

- Unités gouvernementales locales sélectionnées

Étape 7 : consolider la connaissance institutionnelle du FBP parmi les parties prenantes externes

Il faut absolument que la portée du FBP soit bien comprise. Présentez le FBP comme l'une des solutions conçues pour combler les lacunes de l'APAP et renforcer le système de GRC. De nombreux·ses partisan·e·s du FBP le présentent comme « la solution » à toutes les difficultés rencontrées dans le cadre de l'APAP, ou comme « la nouvelle innovation » qui doit être adoptée par le gouvernement. En fonction de la forme qu'ils prennent, l'habillage et le marketing du FBP peuvent diminuer sa valeur et donner une mauvaise image des sociétés nationales, voire susciter de faux espoirs. Le FBP n'implique pas nécessairement un risque plus élevé de « mal tourner » que la plupart de nos autres activités.

Il s'agit par contre d'un sujet neuf, si bien que ses écueils potentiels sont susceptibles de passer inaperçus. Il faut également faire preuve d'ouverture face aux difficultés qui vont de pair avec le FBP. Un dialogue cordial sur les enseignements tirés dans d'autres pays, sur le potentiel réaliste de l'action précoce ainsi que sur ses avantages et ses risques éventuels contribue à susciter la confiance dans les systèmes tout en fournissant des renseignements pour la conception de stratégies destinées à gérer ces risques.

Visites de projet

L'organisation de missions exploratoires dans d'autres pays qui mènent des projets de FBP ou sur des sites où le FBP est susceptible d'être mis en œuvre (communautés fortement exposées aux catastrophes) avec des partenaires du gouvernement constitue un excellent moyen de nouer le dialogue et de définir l'aide que les interventions de FBP peuvent apporter.

Le partage des bonnes pratiques et des ressources (notamment pour les aléas communs) est un autre moyen utile d'appliquer des approches FBP à votre contexte. Plusieurs pays implémentent actuellement le FBP pour une série d'aléas et de contextes. Des échanges avec des hommes et femmes de terrain qui travaillent dans la même région ou dans d'autres zones peuvent aider votre société nationale à toutes les étapes du déploiement du FBP. N'hésitez pas à regarder des vidéos FBP ou à lire des fiches d'information pour y puiser un peu d'inspiration !



Exemple pratique : le Kirghizistan et le Tadjikistan (Apprentissage par les pairs – introductions du FBP à distance, par des hommes et des femmes de terrain)

Au moment d'introduire le FBP au Kirghizistan et au Tadjikistan, des travailleur·se·s de terrain et des expert·e·s ont participé à une session de travail depuis le Pérou, le Mozambique, le Bangladesh et le siège de la FICR à Genève pour partager leurs expériences et répondre aux questions sur la mise en œuvre du FBP.

Organisez une plateforme de dialogue et facilitez la participation à des plateformes régionales



VISUALIZED BY PUSHPINVISUALS.COM

© GRC – This photo is the result of the 5th National Dialogue Platform on FbF in the Philippines in 2019.

Une démarche donne de bons résultats pour susciter l'intérêt des acteur·rice·s clés du gouvernement, étoffer les connaissances techniques mais aussi pour les rassembler toutes et tous autour de la table pour parler de la forme à donner au système de FBP, elle consiste à organiser des plateformes nationales de dialogue. À l'instar de plateformes mondiales et régionales, elles rassemblent des agences gouvernementales, des scientifiques et des agences des Nations unies, des ONG et la CR qui sont actif·ve·s dans le FBP et l'APAP ou qui s'y intéressent afin d'échanger des idées, des enseignements, des exemples concrets et des étapes suivantes.

Il faut également envisager d'inviter les parties prenantes clés au sein du gouvernement à des plateformes régionales de dialogue. Constaté que d'autres gouvernements de la région s'engagent dans le FBP et connaître leur approche peut leur fournir des idées mais aussi renforcer leur intérêt et leur confiance dans sa faisabilité. Des échanges avec des contreparties dans des pays voisins peuvent également favoriser des solutions et une résolution des problèmes à l'échelle régionale. Le FBP organise des plateformes de dialogue mondiales, régionales et locales depuis 2014. L'illustration ci-dessus est le fruit du travail de la 5e plateforme de dialogue national sur le FBP qui s'est tenue aux Philippines en 2019.

Étape 8 : impliquer le gouvernement dans le développement d'un PAP

Le degré d'implication du gouvernement dans le FBP dépend du contexte. Il faudrait idéalement le consulter à chaque étape de la préparation du protocole d'action précoce. Cette consultation facilitera l'obtention des autorisations et de l'aide requises pour l'activation du PAP et son implémentation à une étape ultérieure.

Dans certains contextes, la Société nationale et le gouvernement peuvent fondamentalement coproduire le PAP. Ils peuvent ainsi définir les déclencheurs, sélectionner les actions précoces et distribuer les fonds ensemble, en étroite collaboration. Les PAP qui sont soumis au Mécanisme du DREF pour l'ABP par la Société nationale doivent cependant appartenir à la Société nationale qui recevra le financement et qui sera chargée de leur implémentation, mais aussi être conformes aux critères du FBP. Dans les pays où le FBP est intégré aux législations ou aux plans du gouvernement, la Société nationale peut également apporter son assistance dans le cadre des PAP détenus par ce dernier qui attribuent des financements gouvernementaux à différentes agences (dont la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge) pour des actions précoces dans des zones et secteurs variés.

Dans les cas où l'APAP n'est pas nécessairement une priorité, la SN doit viser un certain degré d'engagement de la part du gouvernement, qui peut augmenter au fil du temps.

L'implication du gouvernement dans l'élaboration des PAP favorise le partage des données, la coordination, la transparence et la planification à long terme. Pensez à organiser des réunions annuelles avec les départements qui participent à ce processus afin de garantir des mises à jour ponctuelles concernant les données sur la vulnérabilité et l'exposition mais aussi les politiques, les stratégies et les évolutions susceptibles d'impacter le FBP.

Les deux principales alliances pour l'action doivent être nouées avec les autorités GRC (en particulier pour les informations relatives aux risques et les alertes précoces) ainsi qu'avec les agences scientifiques et techniques comme le service hydrométéorologique et/ou les instituts de recherche. Les déclencheurs doivent être développés avec toutes ces entités (sur la base des données relatives aux facteurs de risque, des impacts des catastrophes passées et des données climatologiques), sachant que la GRC constitue un partenaire important pour la sélection des actions précoces. Nous recommandons d'inclure néanmoins le système GRC dans son entier (y compris le monde universitaire) dans le processus dès les premières explorations et études de faisabilité.

Choisir les modes de coopération les plus adaptés au contexte

Il existe plusieurs modes de collaboration avec les pouvoirs publics pour le développement d'un PAP. Cette collaboration constitue un trajet unique et contextuel qui est conditionné par le degré de volonté politique du gouvernement, la capacité institutionnelle ainsi que les programmes et projets existants. Voici quelques exemples de manières de promouvoir la coproduction (autres que les GTT déjà évoqués).

Collaborer avec les services hydrométéorologiques nationaux pour concevoir des déclencheurs

Si vous souhaitez nouer une collaboration avec le service hydrométéorologique national, vous avez le choix entre plusieurs options, qui varient en fonction du contexte. Certains gouvernements s'engagent davantage que d'autres. Veillez à développer les déclencheurs en collaboration avec les services hydrométéorologiques. Au final, le plaidoyer doit avant tout s'atteler à encourager et à soutenir la coproduction de déclencheurs de la prévision des impacts (PI) avec les SHN et d'autres acteur·rice·s pertinent·e·s. L'OMM admet que la PI ne relève pas uniquement de la responsabilité des SHN, mais qu'elle marque un tournant dans les services météorologiques qui évoluent vers un service conçu en coopération avec des agences chargées de la RRC, le département statistique, divers ministères ainsi que des acteur·rice·s du développement et de l'aide humanitaire.

Découvrez la meilleure manière d'aborder votre agence hydrométéorologique grâce à ces quelques conseils.

Intégrer le FBP dans des produits et programmes existants

Exemple pratique : la Mongolie (Utiliser le produit de PI du gouvernement pour le dzud)

L'étude de faisabilité menée en Mongolie a permis de conclure que le produit gouvernemental de prévisions des impacts (carte du dzud), conçu par le service météorologique mongol et l'université de Nagoya au Japon, convenait parfaitement pour le déclenchement d'actions précoces en cas de dzud. Grâce à l'implication des agences gouvernementales dès le début de sa mise en place, le système de FBP de la Croix-Rouge de Mongolie se révèle être l'un des exemples les plus durables en la matière. Son système de déclenchement est en effet à la base d'actions précoces menées par divers humanitaires dans le pays.

Exemple pratique : le Bangladesh (Exploitation de programmes de préparations)

Au Bangladesh, le programme de préparation aux cyclones (CPP, pour Cyclone Preparedness Programme) est mené conjointement par le gouvernement et la Société du Croissant-Rouge du Bangladesh (BDRCS), il constitue un système fiable d'alerte précoce et fournit des structures d'évacuation pour la population côtière. Ce PAP Cyclone a été développé à partir des capacités existantes du CPP, tandis que des actions précoces pour une assistance sous forme d'argent liquide et l'évacuation du bétail ont été conçues dans le cadre de discussions avec la BDRCS, le RCCC et le ministère de la Gestion des catastrophes (DDM).

Étape 9 : organiser des simulations et des exercices

L'implication des autorités gouvernementales dans les simulations et les exercices est indispensable pour tester conjointement l'efficacité des plans, des protocoles et des directives ainsi que la capacité des personnes chargées de mener des actions précoces.

Voici deux cas d'engagement du gouvernement dans le FBP par le biais d'exercices



Exemple pratique : le Pérou et l'Équateur (Renforcer la collaboration par l'action concrète)

Au Pérou et en Équateur, des simulations et des exercices ont permis de s'assurer que les services hydrométéorologiques nationaux (SHN) et les agences de GRC comprennent bien l'assistance qu'ils-elles peuvent attendre du FBP dans leur travail et inversement. Ces exercices ont fourni au gouvernement des exemples concrets d'actions qui peuvent être menées dans un délai de quelques jours pour réduire les pertes. Ils ont également fait en sorte que toutes les agences impliquées dans l'activation du PAP connaissent leurs rôles et responsabilités à chaque étape de l'activation.



Exemple pratique : le Vietnam (Encourager le soutien après l'action concrète)



© GRC

Au Vietnam, les vagues de chaleur ne sont pas un phénomène nouveau. Par contre, on en sait peu sur leur impact et aucune action d'anticipation n'a été mise en place à ce jour pour prévenir cet impact. Le gouvernement vietnamien n'était pas totalement convaincu de leur efficacité, même s'il les a soutenues dès le début. Un test d'actions précoces FBP en réaction à deux vagues de chaleur en juillet et en août 2019 lui a permis de constater l'impact de ces démarches. Des centres et des vans de rafraîchissement, des services de premiers secours, des centres de distribution d'eau et de repos ont accueilli plus de 3000 visiteurs.

Étape 10 : assurer le suivi de vos progrès en matière de plaidoyer

Vos activités de plaidoyer doivent être conçues conformément aux buts que votre SN s'est fixés pour défendre ses programmes/le FBP. Un suivi de vos progrès vous aide à clarifier les étapes ultérieures et à conserver une vue d'ensemble des activités passées, présentes et planifiées.

Exemple de fiche de suivi du plaidoyer interne en faveur du FBP d'une SN adaptée du [Practical Guide to](#)

Activité de plaidoyer	Démarches qui ont donné des résultats	Preuves	Points négatifs	Changement pour renforcer la collaboration FBP
Engagement de l'autorité chargée de la GRC dans l'étude de faisabilité	Introduction au concept de FBP Vue d'ensemble fiable des politiques existantes en matière d'APAP	Partage du PPT d'introduction au FBP Liste de l'ensemble des plans et programmes existants et prévus	Manque de temps pour montrer plus d'exemples de FBP dans des contextes similaires Manque de données sur les impacts passés de cyclones	Programmer une réunion de suivi pour introduction Inviter le ministère du Logement, les services hydrométéorologiques, le ministère de la Santé
Conception d'un PAP pour le FBP	Point focal fiable Mise sur pied d'un groupe de travail technique	Signature du protocole d'accord groupe de travail Signature de la feuille de présence 1x/mois	Manque de données sur les risques et aléas passés	Explorer les échanges, ou organiser une vidéoconférence avec la GRC du pays FBP pilote qui peut présenter une expérience positive de partage de données et expliquer ses bénéfices pour la collaboration

Questions supplémentaires pour le suivi des progrès en matière de plaidoyer

Processus

- À combien de réunions votre équipe a-t-elle assisté pour promouvoir le FBP ?
- Quelle quantité/quel type de matériel de sensibilisation a été produit ?
- Par quels canaux ce matériel a-t-il été distribué et en quelle quantité ?
- Avec combien de champion-ne-s du FBP collaborez-vous ? Qui sont-ils-elles ? Avec combien de partenaires FBP collaborez-vous ?
- Avez-vous transmis un dossier d'information sur le FBP aux autorités avant de les rencontrer ?
- Avez-vous un résumé d'une page pour présenter le FBP et la façon dont il s'inscrit dans les politiques actuelles ?

Résultats

- Les dirigeants, les médias et le public ont-ils une meilleure connaissance du FBP ?
- Le gouvernement appuie-t-il le développement et l'implémentation de votre PAP ?
- Des plans ou des politiques ont-ils-elles été modifié-e-s après votre plaidoyer en faveur du FBP ?

Impact

- Un changement institutionnel durable en faveur du FBP/de l'APAP peut-il être constaté ?
Les bénéficiaires du FBP ont-ils-elles tiré parti des actions précoces ?
- Un changement de comportement s'est-il produit ?

Étape 11 : multiplier et élargir les réseaux

Saisissez toutes les occasions de parler du FBP à d'autres intervenant·e·s pertinent·e·s. Les plateformes de dialogue nationales, régionales et mondiales ont permis d'attirer l'attention sur le FBP et de le faire connaître. Événements, informations, médias, occasions d'échange, tous ces éléments contribuent à braquer les projecteurs sur le FBP et sur les pionnier·ère·s dans ce domaine.

Au Vietnam, la séance de travail pour le lancement du FBP a réuni une large coalition de parties prenantes, notamment des représentant·e·s du gouvernement vietnamien, d'agences de l'ONU, d'organisations internationales et non gouvernementales et de sociétés nationales partenaires.

video: <https://www.youtube.com/watch?v=rFWKKqtpS-k>

Étape 12 : identifier les opportunités lorsque les gouvernements revoient leurs politiques/législations en matière de GRC

À l'heure actuelle, le FBP est implémenté principalement par des agences humanitaires en collaboration avec des agences gouvernementales. De ce fait, un nombre croissant de pays modifient leur législation en matière de GRC ; n'hésitez pas à saisir cette opportunité pour plaider en faveur de l'intégration du FBP ou d'approches du même type dans les systèmes nationaux, avec des fonds publics pour les actions précoces.

Étape 13 : recueillir, partager, échanger les enseignements tirés

Le FBP est une approche relativement nouvelle, il faut donc absolument diffuser les conclusions des projets. Les résultats et enseignements des simulations, des exercices et surtout des activations doivent être communiqués à toutes les parties prenantes impliquées dans la collaboration autour du FBP pour un impact conjoint plus efficace.

Toolbox

-  Opérations de financement basé sur les prévisions au sein de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
 -  Le FBP au Vietnam
 -  FbF
 -  Ce qui peut mal tourner ?
 -  Disaster risk reduction: a global advocacy guide
-